

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 87 – VENDREDI 26 NOVEMBRE 2010

## LE MERLE MOQUEUR

Montebourg,  
endormeur du Valls?

## LES LIENS DE LA SEMAINE

→ 26 nov. Nanterre

[Les quartiers populaires et la politique](#)

→ 27 nov. France

[Un bateau pour Gaza](#)

→ 27 nov. Hautes-Alpes

[AG Attac 05](#)

→ 2 déc. Paris

[La culture comme condition du politique](#)

→ 3-5 déc.

[Le féminisme à l'épreuve  
des mutations géopolitiques](#)

→ 3 déc. Tours

[La lutte continue jusqu'à la relaxe](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Référendum

[Les syndicats et l'appel à référendum](#)

→ Echanges avec le PG

[ACU : rencontre avec le PG](#)

[ACU : contribution au Congrès du Mans](#)

[C. Autain : Intervention au Congrès du Mans](#)

[FASE : Contribution de l'exécutif](#)

→ Culture

[A. Maleyran, Faut-il se réjouir  
d'un ministère des Sports ?](#)

## TRANSFORMER LE FRONT DE GAUCHE ?

Jusqu'à présent, le Front de gauche est un cartel électoral, une amorce de dynamique unitaire au sein de la gauche d'alternative (il n'y en a pas d'autres). Il s'est peu ou prou inscrit dans le paysage politique, même si, par exemple, il ne s'est pas exprimé en tant que tel pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

Nous lui posons les questions de sa nature et de ses formes. Sa nature ? Jusqu'à présent, celle d'un cartel électoral de partis. Ses formes ? Surtout celle d'une convergence de militants s'adressant aux citoyens pour leur faire soutenir une « offre politique ».

Nous proposons au Front de gauche de construire autre chose qu'un simple cartel électoral, en visant plus loin que les seules élections, et autre chose qu'un cartel de partis, d'une part en favorisant toutes les passerelles possibles avec les forces sociales et les mouvements(1), d'autre part en mettant en place un cadre réellement ouvert aux citoyens, pour que forces et individus puissent coélaborer et décider ensemble.

Chacun à sa façon, le PCF, Gauche unitaire et le PG ont exprimé la volonté d'un « élargissement » - JL Mélenchon se déclarant favorable à une participation de la Fédération pour une alternative sociale et écologique -, mais à aucun moment, les uns et les autres n'ont pu dire d'une même voix comment ils l'envisagent. On espère qu'il ne s'agit pas seulement d'auditionner ou de débattre avec des acteurs des luttes et des intellectuels, chargés d'apporter leur pierre à un projet (ou à un programme), tandis que les dirigeants s'affrontent sur le leader ship du Front – sujet ô combien passionnant mais dont nous ne voulons pas être otages. Pour le moment, tout se passe comme si le programme partagé, annoncé depuis mi-septembre, était prévu pour rester confiné à quelques invités et aux cercles militants, alors que l'enjeu est de construire une dynamique populaire.

Nous en sommes là dans notre rapport au Front de gauche. Nous n'attendons pas que nos interlocuteurs s'alignent sur les positions de la FASE, dont les Communistes unitaires sont une composante solidaire. Mais nous pensons bel et bien qu'un Front de gauche de nouvelle génération est nécessaire, faute de quoi il n'y aura rien de nouveau sous le soleil de la contestation du social-libéralisme sur la gauche.

Notre volonté de transformer réellement la politique pour mieux contribuer à transformer la société et notre volonté unitaire, indissociables, n'ont pas vocation à rester des vœux pieux. Parce que nous ne sommes pas une boutique, nous ne voulons ni d'une position statique consistant à occuper un créneau pendant que la (vraie) gauche disparaît, ni rallier un espace qui déciderait de rester ce qu'il est. Contre tous les sectarismes, mais sans opportunisme, nous travaillons en toute lucidité à faire bouger les lignes. ● **BERNARD CALABUIG ET GILLES ALFONSI**

(1) Lire sur ce point l'interview de Gérard Aschieri dans l'Humanité du 25 novembre 2010.

Cerises est édité par les  
Communistes unitaires

[contact.cerises@gmail.com](mailto:contact.cerises@gmail.com)

Noyaux de cerises : Gilles Alfonsi, Michèle  
Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin,  
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

# SIDA

## SANTÉ OU PROFITS !

**A quelques jours de la journée mondiale contre le sida, ONUSIDA souligne la nécessité d'un engagement politique mondial fort pour contraindre les firmes pharmaceutiques à généraliser l'accès des malades aux traitements et sauver 15 millions de vies d'ici 2025.**

**L**e programme commun des Nations unies contre le sida, ONUSIDA, vient de publier son rapport annuel : 33,3 millions de personnes vivent

avec le VIH à l'échelle de la planète ; 2,6 millions personnes ont été nouvellement infectées en 2009 ; 1,8 million de personnes sont mortes du sida l'an passé. Le poids de l'Afrique subsaharienne reste prépondérant : 22,5 millions de personnes y sont infectés (68 % des cas mondiaux), soit une prévalence estimée à 5 % chez les adultes.

Les épidémiologistes constatent une véritable « explosion des cas en Europe orientale et en Asie centrale ». Le nombre de cas y a été triplé en dix ans et le nombre de décès a quadruplé dans la même période. La Russie concentre à elle seule neuf dixième des nouvelles infections déclarées dans cette région du monde, en lien avec le partage des seringues usagers, la prostitution et les rapports homosexuels à risques. Cependant, données clefs de l'épidémie depuis ses débuts, la part des femmes de 15 à 24 ans parmi les personnes atteintes reste majoritaire sur presque tous les continents et les rapports hétérosexuels sont toujours le mode de transmission le plus fréquent.

### UNE MOBILISATION INSUFFISANTE DES ETATS...

Ces chiffres disent la persistance de la pandémie et l'insuffisance de la mobilisation pour combattre l'épidémie. Ainsi, du côté des réponses thérapeutiques, une forte majorité (64 %) des malades qui en auraient besoin n'accèdent pas à une thérapie antirétrovirale. A lui seul ce chiffre suffit à démasquer l'auto-satisfaction de certains sur les « immenses progrès » de la lutte contre le sida au cours

des dernières années. Si le nombre de malades sous traitement a augmenté de 30 % entre 2008 et 2009, c'est une progression beaucoup plus importante qui est nécessaire en proportion.

La réalité est que le seul défi qui vaille en la matière, à savoir l'accès universel aux moyens de se soigner, n'est pas relevé par la communauté internationale. On peut d'ailleurs s'interroger sur la mise en exergue insistante de la courbe générale de l'épidémie

**A ce jour, le seul défi qui vaille en matière d'accès aux traitements, l'accès universel aux moyens de se soigner, n'est pas relevé par la communauté internationale.**

(le nombre de personnes séropositives), qui se stabilise d'une part du fait de la diminution du nombre de nouveaux cas, d'autre part du fait du nombre toujours considérable de décès (même s'il a diminué 2,1 millions en 2004 à 1,8 million d'aujourd'hui).

### LES RESPONSABILITÉS DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET DU MARCHÉ

Un autre problème concerne les cinq millions de malades ayant accédé au cours des dix dernières années à des traitements de première génération, qui sont confrontés aux résistances et mutations du virus. Pour le moment, les coûts des traitements de deuxième et troisième générations en interdisent l'accès aux pays pauvres. Et revoilà le même enjeu qu'il y a une décennie : il faut un rapport de force international pour contraindre l'industrie pharmaceutique à diminuer considérablement ses prix. Le temps perdu parce que les pays riches ne mènent pas ce combat au niveau nécessaire risque de se compter en centaines de milliers de

### L'épidémie mondiale du sida

- En 2009, le nombre de nouvelles infections s'est établi à 2,6 millions [entre 2,3 millions et 2,8 millions], en recul par rapport aux 3,1 millions [2,9 millions – 3,4 millions] de 1999.
- En 2009, le nombre de décès liés au sida s'est établi à 1,8 million [1,6 million – 2,1 millions], en recul par rapport aux 2,1 millions [1,9 million – 2,3 millions] de 2004.
- En 2009, on estimait à 33,3 millions environ [31,4 millions – 35,3 millions] le nombre de personnes vivant avec le VIH, contre 26,2 millions [24,6 millions – 27,8 millions] en 1999.
- En 2009, 370 000 [230 000–510 000] enfants environ sont nés avec le VIH, portant à 2,5 millions [1,6 million – 3,4 millions] le nombre total d'enfants (-15 ans) séropositifs.
- Le nombre total d'enfants âgés de 0 à 17 ans qui ont perdu leurs parents à cause du VIH a augmenté à 16,6 millions [14,4 millions – 18,8 millions] en 2009.
- Depuis le début de l'épidémie, plus de 60 millions de personnes ont été infectées par le VIH et près de 30 millions de personnes sont décédées de causes liées au virus.
- Un décès sur quatre lié au sida est dû à la tuberculose, maladie évitable et guérissable.

Source : ONUSIDA, rapport 2010.

## Statistiques mondiales et régionales

	Personnes vivant avec le VIH	Nouvelles infections à VIH en 2009	Décès liés au sida en 2009	Prévalence du VIH chez les adultes (%)
Afrique subsaharienne	22,5 millions [20,9–24,2 millions]	1,8 million [1,6–2,0 millions]	1,3 million [1,1–1,5 million]	5% [4,7%–5,2%]
Asie du Sud et du Sud-Est	4,1 millions [3,7–4,6 millions]	270 000 [240 000–320 000]	260 000 [230 000–300 000]	0,3% [0,3%–0,3%]
Asie de l'Est	770 000 [560 000–1,0 million]	82 000 [48 000–140 000]	36 000 [25 000–50 000]	<0,1% [0,1%–0,1%]
Amérique centrale et du Sud	1,4 million [1,2–1,6 million]	92 000 [70 000–120 000]	58 000 [43 000–70 000]	0,5% [0,4%–0,6%]
Amérique du Nord	1,5 million [1,2–2 millions]	70 000 [44 000–130 000]	26 000 [22 000–44 000]	0,5% [0,4%–0,7%]
Europe occidentale et centrale	820 000 [720 000–910 000]	31 000 [23 000–40 000]	8 500 [6 800–19 000]	0,2% [0,2%–0,2%]
Europe orientale et Asie centrale	1,4 million [1,3–1,6 million]	130 000 [110 000–160 000]	76 000 [60 000–95 000]	0,8% [0,7%–0,9%]
Caraïbes	240 000 [220 000–270 000]	17 000 [13 000–21 000]	12 000 [8 500–15 000]	1,0% [0,9%–1,1%]
Moyen-Orient et Afrique du Nord	460 000 [400 000–530 000]	75 000 [61 000–92 000]	24 000 [20 000–27 000]	0,2% [0,2%–0,3%]
Océanie	57 000 [50 000–64 000]	4 500 [3 400–6 000]	1 400 [<1 000–2 400]	0,3% [0,2%–0,3%]
Total	33,3 millions [31,4–35,3 millions]	2,6 millions [2,3–2,8 millions]	1,8 million [1,6–2,1 millions]	0,8% [0,7%–0,8%]

Source : Rapport ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de sida, 2010

vies perdues, alors que les traitements permettent désormais dans les pays du nord de traiter le VIH comme une maladie chronique.

Or, Michel Sidibé, le directeur ONU-SIDA, souligne qu'il est possible d'avoir rapidement des avancées de la recherche permettant de « produire une pilule moins toxique, plus simple à administrer, efficace plus longtemps, à un prix qui soit supportable pour les pays pauvres ». Et

d'expliquer dans *Le Monde* que c'est ailleurs que le bât blesse : « La science est déjà là. Ce qui ne l'est pas, c'est le marché », avant de faire miroiter « une opportunité », car le « marché pour ce nouveau traitement serait à la fois plus large et plus équitable que le marché actuel ». Il estime que 15 millions de personnes pourraient être sauvées d'ici 2025.

### GLOBALISER LES ENJEUX

Concernant la mobilisation financière des Etats, ONUSIDA estime à « 15,9 milliards de dollars le montant disponible pour la riposte au sida, soit 10 milliards de moins que les 26,8 milliards nécessaires pour financer les services de prise en charge du VIH en 2010 ». Et complète : « Les montants décaissés par les gouvernements donateurs pour la riposte au sida ont atteint 7,6 milliards en 2009, c'est-à-dire moins que les 7,7 milliards disponibles en 2008 ».

Là s'arrête le plaidoyer des spécialistes Onusiens du sida, et c'est bien dommage car il y manque la nécessité de ponts entre la lutte contre le sida et les grands enjeux de santé posés à l'échelle de la planète. Ce faisant, la création d'un droit universel à des services publics de

santé (articulant les aspects préventifs et curatifs), qui suppose le développement de systèmes de sécurité sociale, reste minorée quand elle devrait être au cœur du combat.

Rappelons enfin que, quelles que soient les pandémies, qui concernent des centaines de millions de citoyens du globe, les éléments épidémiologiques ne disent pas l'immense cortège des souffrances et discriminations qui leur sont liées, ni l'ampleur de leurs effets sur les sociétés.

### ● GILLES ALFONSI

Rapport complet en ligne sur [unaids.org](http://unaids.org) (indisponible en français, malheureusement) ainsi que de nombreux résumés et données épidémiologiques.

**La création d'un droit universel à des services publics de santé, qui suppose des systèmes de sécurité sociale, reste un sujet minoré quand elle devrait être au cœur du combat.**



## La catastrophe est certaine, reconstituons-nous !

La 1<sup>ère</sup> phrase que j'ai apprise en anglais était « *I am a pig* » (Je suis un cochon). Et ma prof nous avait alors expliqués la différence entre les mots *pig* (cochon) et *pork* (porc). Le premier se trouvait dans les champs, le deuxième dans les assiettes. *Pig* provenait du peuple, *pork* avait été inventé par des conquérants, genre Guillaume. Bref, il existait un mot du côté des serfs, un autre du côté des seigneurs. Ceux-là mangeaient à leur faim du rôti de porc aux pruneaux, en piquant des cochons aux paysans. Le plus fort, c'est que ce vocabulaire de classe marchait aussi pour le bœuf (*cow* dans les champs, *beef* dans l'assiette) ou le mouton (*sheep* contre *mutton*, *lamb*). Le peuple ayant fini par accéder à des rôtis qui ne tombent pas tout cuits dans la bouche, il employa tous les mots et oublia la différence. Heureusement, voilà le mot *pig* revenu au goût du jour pour dési-

photo : Brett Arthur



gner à la vindicte des pays à mettre au ban des puissants et des agences de notation et, par un détournement vicieux, des peuples. **PIG** comme **Portugal**, **Irlande** et **Grèce**. Les capitalistes ne sont pas des cochons, mais des porcs. Si l'Irlande, par exemple, se retrouve dans une situation catastrophique, cela est notamment dû à l'éclatement de la bulle sur le prix des logements et des actions qui a engendré un effondrement dans la construction et la finance, puis dans toute l'économie irlandaise. Invention ? Le gouverneur de la Banque centrale irlandaise, Patrick Honohan, a livré les conclusions d'une enquête internationale sur les causes de la crise. Ses conclusions : « Le gouvernement s'est rendu coupable de laxisme en matière de fiscalité et de régulation immobilière. » Attirer les capitaux à coups de fiscalité avantageuse, de baisse de l'impôt sur les sociétés (au taux ultra-réduit de 12,5 %) et doper le secteur du bâtiment en laissant toute liberté aux banques a conduit le pays – selon le rapport Honohan – au bord du gouffre.

Les bulles financières ne sont pas celles, en savon, des enfants : elles n'éclatent pas seules. Une oligarchie s'est goinfrée en spéculant sur l'immobilier, les actions et les devises. Alors qu'il fallait casser les reins à la spéculation, ce trafic a été suscité par les détenteurs de capitaux, encouragé par les dirigeants d'Etat. Les prix de l'immobilier ont grimpé vertigineusement et les institutions financières ont prêté en misant sur la valeur future des biens plu-

tôt que sur la solvabilité des emprunteurs. Face à cette faillite du système, les trois grandes banques irlandaises, bourrées d'hypothèques contaminées, furent récemment nationalisées, refilant des dettes pourries, fabriquées par la main invisible du marché, à l'État irlandais. Bref, après avoir privatisé les bénéfices, on a nationalisé les dettes. Quant au dumping fiscal, l'Irlande n'est pas seule : adopté par plusieurs pays de l'Union européenne (les ex-pays de l'Est ont des taux d'imposition sur les sociétés d'à peine 10 %), il est un désastre. Les taux d'intérêt ? Ils sont plus élevés qu'en Allemagne, preuve que les marchés spéculent sur une banqueroute en domino de pays européens.

Que fait l'oligarchie responsable de cette situation ? La BCE ? Le FMI ? Ils nettoient la porcherie du capitalisme en ponctionnant lourdement la population irlandaise. Ils baissent le salaire minimum, augmentent les impôts, les frais d'inscription à l'Université, réduisent les allocations-chômage et familiales... Les bureaux d'aide sociale sont débordés, faisant penser aux années noires de chômage à 22 %. Les classes moyennes sont étranglées. Des Irlandais émigrent à Londres. La crise est profonde. Ce n'est pas seulement l'immobilier et le bâtiment qui sont frappés, mais toute l'économie : industries, fournisseurs, commerce. Restaurateurs, vendeurs de bière, marchands de rôtis sont dans la mouise.

Dans **PIG**, il y a **P**. Le Portugal intéresse aussi les spéculateurs et les agences de notation, celles devant lesquelles les gouvernements de droite se prosternent, les sociaux-démocrates tremblent. « Le Portugal ne compense pas ses points faibles par ses points forts », pontifient les analystes financiers au service du capital. L'industrie ? « Détruite par l'intégration européenne », selon Carvalho Da Silva, secrétaire général de la CGTP, principal syndicat du pays. L'agriculture ? « Laminée par la marche forcée vers le tertiaire » selon Fernando Rosas, historien et ancien député du Bloc des gauches (anticapitaliste). La justice sociale ? Le Portugal est le plus inégalitaire des pays européens. Face aux « risques de dégradation de la note du Portugal », l'actuel gouvernement socialiste a gelé les salaires, reculé l'âge de la retraite, démantelé l'Éducation publique. Le système de santé est en cours de privatisation. Selon les indicateurs, 2011 s'annonce « terrible. » En revanche, le secteur financier a vu ses profits croître de 37% en un an, les revenus moyens des PDG des entreprises cotées en Bourse ont triplé. Chaque directeur de la Banque Commerciale du Portugal gagne environ 3 millions € par an, quand le salaire minimum est de 475 € par mois. Face à l'austérité, la réaction a été inédite : grève générale ce 24 novembre, à l'appel conjoint, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis la révolution de 1974, des deux grands syndicats : la CGTP et l'UGT. Selon Le Monde (22 nov. 2010), le syndicaliste Carvalho Da Silva a notamment assigné à la grève l'objectif de « poser le mouvement syndical comme une force qui peut contribuer à la rénovation du système politique ». De quoi nourrir la réflexion, non ?

Il faut appeler un chat un gros chat : c'est le capitalisme qui est en crise. La catastrophe en Europe est certaine... En France, le peuple, dans toutes ses composantes, sait se rassembler. Ne l'a-t-il pas fait contre la réforme des retraites ? Il est temps cette fois qu'il se reconstitue. ● **PHILIPPE STIERLIN**



## L'appel pour un référendum : mode d'emploi

### *Pourquoi exiger un référendum ?*

---

- **La loi votée par la majorité présidentielle est illégitime :**
  - **Elle est socialement injuste et dangereuse pour chacun comme pour l'ensemble de notre société.** Elle a pour but de restreindre la dépense sociale afin de satisfaire les exigences des marchés financiers. Il s'agit de faire payer la crise aux salariés plutôt qu'à ses responsables. C'est la poursuite de la démolition du système de retraite par répartition, basé sur la solidarité, pour faire la place à un système où chacun est livré à lui-même et pour ouvrir un juteux marché de retraites par capitalisation aux assurances, avec le risque de perdre tout ou partie de sa retraite à l'occasion d'une crise financière ou de la faillite d'un fonds de pension, comme cela s'est produit aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.
  - **D'autres moyens de financer les retraites existent dont on veut nous empêcher de discuter,** parce que cela remettrait en cause les intérêts des commanditaires de l'actuelle réforme (Medef, spéculateurs, compagnies d'assurances, grandes fortunes...)
  - En même temps qu'il a entravé le débat parlementaire, **le pouvoir a méprisé le mouvement social :** il a imposé sa réforme malgré l'opposition de toutes les organisations syndicales et des millions de manifestant-e-s qui sont descendus dans la rue à de nombreuses reprises, malgré les grèves et contre le très large soutien populaire apporté à cette mobilisation.
  - **Une grande majorité de la population exprime son refus de cette réforme** (environ 70 % de la population, comme en attestent de nombreux sondages).
  - Avant d'être élu, **Sarkozy avait explicitement exclu de toucher au droit à la retraite à 60 ans,** et a lui-même rappelé, après son élection, qu'il n'avait pas de mandat pour le faire.
  - **La démocratie** ce n'est pas de gouverner contre le peuple, c'est de respecter la souveraineté populaire. **C'est aux citoyens qu'il revient de décider des grands choix de société.**
- **L'avenir des retraites constitue un choix de société ;** en parler, c'est aborder les questions des solidarités intergénérationnelles, de la répartition et de l'usage des richesses produites, du temps de travail, du choix entre solidarité et mise en concurrence de tous et de toutes.
- **La campagne référendaire permettra le débat public dont les citoyens et les citoyennes ont été et sont toujours privés.** Elle rend possible l'appropriation par toutes et tous des enjeux.
- Soutenir par millions l'exigence d'un référendum, c'est faire d'une pierre deux coups : **continuer à contester une réforme de régression sociale et promouvoir la démocratie.** C'est associer le mouvement social et le combat citoyen.

### *Un référendum est possible*

---

- **La constitution permet d'organiser un référendum au sujet des retraites.** Depuis la révision constitutionnelle du 4 août 1995, un référendum est possible sur « des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale de la nation », ce qui est bien le cas des retraites.
- **Le Président de la République a le pouvoir d'organiser un tel référendum** en vertu de l'article 11 de la constitution.

- **Il s'agit d'exiger que N. Sarkozy soumette la loi à référendum.**
- **Contrairement à ce que l'on peut lire ici ou là, il ne s'agit pas, dans l'immédiat, de demander un référendum d'initiative populaire.** En effet, si la Constitution le permet désormais, **sa mise en œuvre nécessite le vote d'une loi organique qui n'a pas encore été soumise au Parlement.** Si une proposition de loi sur ce sujet va être prochainement discutée par l'Assemblée nationale, conformément à la Constitution, un tel référendum ne pourra avoir pour objet la mise en cause d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

### ***Il n'est pas trop tard***

---

- Il n'y a pas de loi irréversible. A tout moment, une loi peut être abrogée ou modifiée.
- Il ne tient qu'à chacun d'entre nous de continuer la mobilisation contre la réforme des retraites, autrement et dans la durée.
- Les citoyens ont déjà obtenu l'abrogation d'une disposition législative déjà votée mais contestée : le CPE (contrat première embauche), en 2006, le CIP (contrat d'insertion professionnelle), en 1994.

### ***Il n'y a pas que la réforme des retraites***

---

- C'est vrai. Les mobilisations ne s'opposent pas. La question des retraites a catalysé tout un ensemble de revendications et de colères qui se sont exprimées pendant les manifestations et les grèves, et qui ne sont pas oubliées.
- Poursuivre la mobilisation unitaire des derniers mois, sous toutes ses formes, c'est contribuer à la construction d'un rapport de force et préparer d'autres mobilisations.
- Exiger un référendum sur les retraites c'est mettre en difficulté le pouvoir sur le contenu plus général de sa politique et sur sa manière de l'imposer contre la volonté du peuple.

### ***Comment participer à la campagne pour le référendum ?***

---

- En signant l'appel initié par l'hebdomadaire *Politis* sur le site [www.referendumretraites.fr](http://www.referendumretraites.fr)
- En faisant signer ses amis, ses collègues, ses voisins...
- En diffusant largement ce message
- En faisant connaître l'appel et l'adresse du site par courriel, sur les réseaux sociaux, sur des sites, des blogs, des forums...
- En organisant la collecte de signatures dans son quartier, son entreprise, sur les marchés... Des documents pour collecter les signatures et les faire remonter sont à disposition. Téléchargez dans la partie « outils » du site :
  - [l'appel en format imprimable pour collecter les signatures](#) (veillez à ce que la pétition soit correctement remplie car des centaines de signatures sont perdues du fait d'erreurs dans les courriels, d'écriture insuffisamment lisible, etc.)
  - [le modèle de fichier à remplir et renvoyer avec les signatures ainsi recueillies](#) (à renvoyer à [referendum.retraites@gmail.com](mailto:referendum.retraites@gmail.com)).

**250 000 aujourd'hui...**  
**Tous ensemble :**  
**Beaucoup plus demain !**